**DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**ARRONDISSEMENT DE
ST-JULIEN-EN-GENEVOIS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ANNEMASSE
LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA - 74100 ANNEMASSE

OBJET :

DECISION DU PRESIDENT

**ATTRIBUTION DU
MARCHÉ DE SERVICE
JURIDIQUE EN MATIÈRE
D'ASSISTANCE ET DE
CONSEIL EN DROIT DE
L'URBANISME ET EN
DROIT DE L'URBANISME
COMMERCIAL POUR LA
MISE EN ŒUVRE DU SCOT
D'ANNEMASSE AGGLO**

Vu la délibération du conseil communautaire du 13 octobre 2021 n°CC-2021-0148 mettant à jour les délégations de pouvoirs du conseil au profit du bureau et du président, et notamment le paragraphe P-24 de son annexe ;

D_2023_0053

Annemasse Agglo souhaite disposer d'une expertise juridique et d'une représentation en justice éventuelle dans la phase de mise en œuvre du SCOT révisé à la suite de son approbation du 15 septembre 2021.

A cette fin, le cabinet ADDEN AVOCATS a été sollicité dans le cadre d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable conformément aux dispositions de l'article R2122-8 du Code de la commande publique.

Le marché, d'une durée de 1 à compter de sa notification, sera conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande. Le montant maximum de commande pour la durée de l'accord-cadre est fixé à 39 000,00 € HT.

L'offre remise par le cabinet répond parfaitement aux attentes d'Annemasse Agglo.

Il est proposé de confier le marché à la société ADDEN AVOCATS.

La Présidente DÉCIDE :

D'ATTRIBUER le marché relatif à une prestation de service juridique en matière d'assistance et de conseil en droit de l'urbanisme et en droit de l'urbanisme commercial pour la mise en œuvre du SCOT d'Annemasse Agglo au cabinet ADDEN AVOCATS pour les prix du bordereau des prix unitaire et dans la limite du montant prévu à l'accord-cadre ;

DE SIGNER les pièces du marché correspondant ;

D'IMPUTER les dépenses en résultant sur les crédits ouverts à cet effet à l'article 6227, antenne OAMT 10 du budget général.

Signé par : Gabriel DOUBLET
Date : 10/02/2023
Qualité : Agglo - Présidence

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.